



CHAPITRE 167

LOI CONCERNANT LES CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE POUR RÉGLER LES DIFFÉRENDS OUVRIERS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des différends ouvriers de Québec*. S. R. 1925, c. 97, a. 1.

Exécu-
tion de
la loi.

2. Le ministre du travail est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 97, a. 2; 21 Geo. V, c. 19, a. 8.

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Défini-
tions.

3. Dans la présente loi, le mot "patron" signifie toute personne ou réunion de personnes constituées ou non en corporation, n'employant pas moins de dix ouvriers dans le même genre d'affaires; le mot "employé" signifie toute personne à l'emploi d'un patron tel que défini par le présent article. S. R. 1925, c. 97, a. 3.

Diffé-
rends ou
litiges.

4. Un différend ou litige, dans le sens de la présente loi, comprend un des sujets suivants sur lequel un patron et ses employés ne s'entendent pas:

1° Le prix qui doit être payé pour un travail exécuté ou en voie d'exécution, que le différend s'élève au sujet des gages, ou des heures, ou du temps de travail;

2° Les dommages causés à un ouvrage, les retards apportés à son exécution, son exécution autrement que suivant les règles de l'art ou contrairement à une convention, ou la nature, ou la qualité des matériaux fournis aux employés;

CHAPTER 167

AN ACT RESPECTING COUNCILS OF CONCILIATION AND ARBITRATION

1. This act may be cited as the *Quebec Trade Disputes Act*. R. S. 1925, c. 97, s. 1. Short title.

2. The Minister of Labour shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 97, s. 2; 21 Geo. V, c. 19, s. 8. Carrying out of act.

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

3. In this act the word "employer" means any person or body of persons, incorporated or unincorporated, employing not less than ten workmen in the same business; the word "employee" means any person in the employment of an employer, as defined by this section. R. S. 1925, c. 97, s. 3. Defini-
tions.

4. A claim or dispute under this act shall include any of the following matters as to which there is a disagreement between any employer and his employees; Claim or
dispute

1. The price to be paid for work done, or in course of being done, whether such disagreement has arisen with respect to wages, or to the hours or times of working;

2. Damage done to work, delay in finishing the same, finishing the same otherwise than in a good and workmanlike manner or according to agreement, or the nature or quality of materials supplied to employees;

3° Le prix à payer pour l'extraction d'un minerai ou d'une autre substance d'une mine ou d'une carrière; ou les allocations, s'il y en a, qui doivent être faites pour déflexions, rebuts, failles ou autres causes en retardant l'extraction;

4° L'exécution ou la non-exécution de toute stipulation ou convention écrite ou verbale;

5° L'insuffisance ou la mauvaise qualité de la nourriture ou des articles fournis aux employés, quand il existe une convention de les nourrir ou de leur fournir des aliments ou articles d'un genre quelconque;

6° La mauvaise ventilation ou l'état dangereux des mines, et l'insalubrité des locaux dans lesquels se font les travaux, ou le manque de commodité nécessaire dans ces locaux;

7° Le renvoi ou l'emploi, en vertu d'un contrat, d'un employé ou d'un certain nombre d'employés;

8° Le renvoi d'un ou plusieurs employés à raison de son ou de leur affiliation à une association ouvrière ou de travail. S. R. 1925, c. 97, a. 4.

3. The price to be paid for extracting any mineral or other substance from a mine or quarry, or the allowances, if any, to be made for bands, refuse, faults or other causes whereby the extraction thereof is impeded;

4. The performance or non-performance of any written or verbal stipulation or agreement;

5. Insufficient or unwholesome food or stores supplied to employees, where there is an agreement to victual them or to supply them with provisions or stores of any kind;

6. Ill-ventilated or dangerous places in mines, or insanitary rooms in which work is being performed, or want of necessary conveniences in connection with such rooms or places;

7. The dismissal or employment under agreement of any employee or number of employees;

8. The dismissal of an employee or employees for his or their connection with any trade or labor organization. R. S. 1925, c. 97, s. 4.

Nombre requis.

5. Aucun différend ou litige ne peut être soumis à un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage s'il y a moins de dix employés intéressés dans ce différend ou litige. S. R. 1925, c. 97, a. 5.

5. No claim or dispute shall be referred to councils of conciliation or arbitration in any case in which there are less than ten employees interested in such claim or dispute. R. S. 1925, c. 97, s. 5.

Number of employees required.

Greffier.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage chargés du règlement des conflits industriels, choisi parmi les fonctionnaires publics de la province. S. R. 1925, c. 97, a. 6.

6. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Registrar of Councils of Conciliation and Arbitration for the settlement of industrial disputes, chosen from amongst the persons performing other duties in the public service. R. S. 1925, c. 97, s. 6.

Registrar.

Devoirs.

7. Le greffier doit:

1° Recevoir et enregistrer les demandes faites par les patrons ou par les employés, ou en leur nom, aux fins de soumettre à un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage un différend auquel s'applique la présente loi;

2° Convoquer ces conseils pour prendre en considération et juger un tel différend;

3° Tenir un registre dans lequel sont entrés les détails de tout différend soumis à l'un ou à l'autre de ces conseils, un

7. The registrar shall:

1. Receive and register all applications by employers or employees or on their behalf for reference to a council of conciliation, or to a council of arbitration, of any dispute or claim within the meaning of this act;

2. Convene such councils for the purpose of taking into consideration and deciding any dispute or claim;

3. Keep a register in which shall be entered the particulars of all disputes and claims made to either of such councils, a

Duties.

sommaire des procédures, et la minute de l'adjudication;

4° Donner les avis concernant les séances de l'un ou l'autre de ces conseils;

5° Faire toutes les autres choses nécessaires à la mise à exécution de la présente loi, et remplir tout autre devoir défini par le ministre du travail. S. R. 1925, c. 97, a. 7; 21 Geo. V, c. 19, a. 34.

Témoins.

8. Le greffier peut émettre des sommations pour contraindre les témoins à comparaître devant un conseil de conciliation ou un conseil d'arbitrage, ou pour produire quelquel document qui se trouve en leur possession, ou pour ces deux objets à la fois. S. R. 1925, c. 97, a. 8.

Greffier doit agir comme médiateur.

9. 1. Lorsqu'il existe un différend ou qu'on appréhende un différend entre un patron ou une classe de patrons et des employés, ou entre diverses classes d'employés, et que les employés menacent de se mettre en grève, ou se mettent en grève, ou qu'un patron arrête l'exploitation de son industrie ou menace de le faire, le greffier doit, si demande lui en est faite par écrit par cinq au moins des employés, ou par le patron, ou par le maire de la municipalité dans laquelle le différend se produit, visiter la localité où le différend est survenu, et chercher diligemment à agir comme médiateur entre les parties.

Idem.

2. S'il vient à la connaissance du greffier, soit par la voie des journaux ou autrement, qu'il existe un différend tel que décrit dans le paragraphe 1 du présent article, le greffier doit visiter la localité où le différend est survenu sans attendre que demande lui en soit faite par écrit.

Démar-ches.

3. Dans les cas prévus dans les paragraphes 1 et 2 du présent article, le greffier doit:

a) S'enquérir des causes et circonstances du différend;

b) Prendre les mesures qui lui paraîtront convenables pour encourager les contestants à se rencontrer et régler eux-mêmes leur différend;

c) Favoriser les conventions entre patrons et employés dans le but de les amener à soumettre leur différend à un conseil de conciliation ou d'arbitrage, avant de recourir aux grèves ou à la fermeture des ateliers.

summary of their proceedings and the original of their decisions;

4. Issue all notices in connection with the sittings of each such council;

5. Do all such other things as may be required to carry out this act, and perform all other duties prescribed by the Minister of Labour. R. S. 1925, c. 97, s. 7; 21 Geo. V, c. 19, s. 34.

8. The registrar may issue all summonses to compel witnesses to attend to give evidence before a council of conciliation or a council of arbitration, or to produce any document in their possession, or to do both. R. S. 1925, c. 97, s. 8.

Witnesses.

9. 1. Where a dispute exists or is apprehended between an employer, or any class of employers, and employees, or between different classes of employees, and the employees strike or threaten to strike, or when an employer closes down or threatens to close down his works, the registrar shall, if thereto requested in writing by at least five employees or by the employer, or by the mayor of the municipality in which the dispute has arisen, visit the locality in which such dispute exists, and earnestly endeavor to act as mediator between the parties.

Registrar to act as mediator.

2. When it comes to the knowledge of the registrar, either from the newspapers or otherwise, that a dispute such as described in subsection 1 of this section has arisen, he shall visit the locality in which such dispute has arisen, without awaiting a request in writing.

Idem.

3. In the cases provided for in subsections 1 and 2 of this section the registrar shall:

Steps to be taken.

a. Inquire into the causes and circumstances of the dispute;

b. Take such steps as he deems expedient, to induce the parties to meet and settle their dispute themselves;

c. Promote agreements between employers and employees to induce them to submit their dispute to a council of conciliation or arbitration, before having recourse to strikes or lock-outs.

- Rapport. 4. Le greffier doit faire rapport de ses opérations en vertu du présent article, au ministre, dans le plus bref délai possible. S. R. 1925, c. 97, a. 9.
4. The registrar shall report his proceedings under this section to the Minister within the shortest possible delay. R. S. 1925, c. 97, s. 9. Report to Minister.

SECTION II

DES CONSEILS DE CONCILIATION

Concilia-
teurs. **10.** Tout conseil de conciliation chargé de prendre connaissance d'un différend en vertu de la présente loi se compose de quatre conciliateurs, chaque partie au différend en nommant deux.

Nomi-
nations. La nomination est faite par écrit et remise au greffier.

L'acte de nomination peut être remis au greffier en tout temps après que le différend s'est élevé; et, si une seule des parties notifie au greffier la nomination de ses conciliateurs, celui-ci doit aussitôt après donner à l'autre partie avis de la nomination qui lui a été notifiée.

Vacances. Toute vacance dans le conseil est remplie par une personne nommée par la partie qui avait fait la nomination du conciliateur à remplacer. S. R. 1925, c. 97, a. 10.

Deman-
des
requises. **11.** Le différend peut être soumis à un conseil de conciliation dans les deux cas suivants:

1° Si les parties au différend produisent, suivant la formule 1, une demande à cette fin entre les mains du greffier;

2° Si une seule des parties produit la demande suivant la formule 2. S. R. 1925, c. 97, a. 11.

Devoirs
du
greffier. **12.** Le greffier, sur réception de la demande des parties ou d'une seule d'entre elles, doit la soumettre à un conseil de conciliation constitué en la manière prescrite, et est ensuite tenu d'exécuter tous les ordres que lui donne le conseil pour arriver au règlement du différend. S. R. 1925, c. 97, a. 12.

Représen-
tants. **13.** Chaque partie au différend peut se faire représenter par un nombre de personnes n'excédant pas trois.

La partie est liée par les actes de son ou de ses représentants. S. R. 1925, c. 97, a. 13.

DIVISION II

COUNCILS OF CONCILIATION

10. A council of conciliation for the purposes of any dispute or claim under this act shall consist of four conciliators, two to be appointed by each of the parties to the dispute. Concilia-
tors.

The appointment shall be in writing lodged with the registrar. Appoint-
ments.

Either party may lodge such writing with the registrar at any time after the dispute has arisen; and, if only one of the parties has notified the registrar of the appointment of his conciliators, the registrar shall give notice to the other party of the notification which he has received.

Any vacancy in a council shall be filled by a person appointed by the party who appointed the conciliator to be replaced. Vacancies. R. S. 1925, c. 97, s. 10.

11. The dispute or claim may be referred to a council of conciliation in the two following cases: Applica-
tions
required.

1. If the parties to the dispute lodge an application therefor with the registrar, according to form 1;

2. If only one of the parties lodges the application, according to form 2. R. S. 1925, c. 97, s. 11.

12. The registrar, on receipt of any such application from the parties or from one of them, shall lay the same before the council of conciliation constituted in the prescribed manner, and he shall carry out all directions of the council given him to effect a settlement of the dispute or claim. R. S. 1925, c. 97, s. 12. Duties of
registrar.

13. Either party to the dispute or claim may be represented by one or more persons, but not more than three. Represent-
atives.

Such party shall be bound by the acts of such representative or representatives. R. S. 1925, c. 97, s. 13.

- Autorisations.** **14.** Quand une partie se compose de moins de vingt personnes, le ou les représentants doivent être autorisés à agir par un écrit rédigé suivant la formule 3, signé par toutes ces personnes et remis au greffier.
- Elections.** Quand la partie se compose de vingt personnes ou plus, le ou les représentants peuvent être nommés ou élus de telle manière que ces personnes le jugent convenable. Une copie de la résolution (s'il y en a une) élisant les représentants, ainsi qu'une déclaration du président de l'assemblée (s'il y en a eu une) constatant qu'elle a été adoptée, doivent être remises au greffier et conservées comme preuve de l'élection. S. R. 1925, c. 97, a. 14.
- Mémoire.** **15.** Les parties au différend doivent, si possible, dresser un mémoire conjoint de leurs prétentions; mais si elles ne peuvent s'entendre à ce sujet, chaque partie doit faire par écrit un exposé de ses prétentions.
- Remise.** Ce ou ces mémoires doivent être remis au greffier avant l'assemblée du conseil. S. R. 1925, c. 97, a. 15.
- Convocation.** **16.** Quand les parties ont nommé leurs conciliateurs, le greffier doit convoquer par avis écrit, rédigé suivant la formule 4, une assemblée des conciliateurs aux temps et lieu qu'il détermine. S. R. 1925, c. 97, a. 16.
- Rapport.** **17.** Après avoir pris connaissance du différend et des faits, avoir entendu les parties et s'être efforcé de les concilier, le conseil de conciliation transmet au greffier un rapport contenant le résultat de ses opérations et rédigé suivant les formules 5 ou 6, selon le cas.
- Différend non réglé.** Dans le cas où ce rapport constate que le conseil n'a pas réussi à régler le différend, le greffier, après réception du rapport, doit en transmettre une copie certifiée par lui à chaque partie au différend; et, dès lors, chaque partie peut, au moyen d'une demande rédigée suivant les formules 7 ou 8, requérir le greffier de porter le différend devant un conseil d'arbitrage pour être réglé. S. R. 1925, c. 97, a. 17.
- 14.** Where the party numbers less than twenty, the representative or representatives must be authorized to act by a writing drawn up in accordance with form 3, signed by all such persons and handed to the registrar.
- Where the party numbers twenty or more, the representative or representatives may be appointed or elected in such manner as such persons think proper. A copy of the resolution, if any, electing the representatives, together with a declaration by the chairman of the meeting, if any, stating it to have been carried, shall be given to the registrar and be kept as a record of the election. R. S. 1925, c. 97, s. 14.
- 15.** The parties to the dispute shall, if possible, draw up a joint written statement of their case; but if they do not agree thereupon, a statement in writing from each party shall be made.
- The statement or statements shall be forwarded to the registrar before the meeting of the council. R. S. 1925, c. 97, s. 15.
- 16.** When the parties have appointed their conciliators, the registrar shall, by notice in writing drawn up in accordance with form 4, call a meeting of the conciliators at such time and place as he determines. R. S. 1925, c. 97, s. 16.
- 17.** After taking cognizance of the dispute and of the facts, hearing the parties and endeavoring to conciliate them, the council of conciliation shall forward to the registrar a report setting forth the result of its operations and drawn up in accordance with form 5 or 6, as the case may be.
- If such report be to the effect that the council has failed to bring about any settlement of the dispute, the registrar, on receipt of the report, shall forward a copy, certified by him, to each party to the dispute; whereupon either party may, by means of an application drawn up in accordance with form 7 or 8, call upon the registrar to refer the dispute to a council of arbitration for settlement. R. S. 1925, c. 97, s. 17.

SECTION III
DES CONSEILS D'ARBITRAGE

Compo-
sition.

18. 1. Tout conseil d'arbitrage chargé de prendre connaissance d'un différend en vertu de la présente loi se compose de trois membres, sujets britanniques, nommés par le ministre.

Nomina-
tion des
membres.

2. Un membre est nommé sur la recommandation des employés qui sont parties au différend et un autre est nommé sur la recommandation du patron aussi partie au différend. La recommandation est rédigée suivant la formule 9. Ces deux membres peuvent, dans les dix jours qui suivent leur nomination, proposer au ministre, par écrit rédigé suivant la formule 10, le nom d'une personne impartiale pour être le troisième membre et le président du conseil.

Prési-
dent.

3. Si ces deux membres ne remplissent pas cette formalité, le ministre nomme président une personne impartiale et expérimentée, qui n'est pas personnellement associée ni intéressée dans un commerce ou une industrie et qui ne semble pas, à raison de ses occupations ou affaires, ou par suite de toute autre influence, prévenue en faveur des ou contre le patron ou les employés. S. R. 1925, c. 97, a. 18.

Durée des
fonctions.

19. 1. Chaque membre du conseil reste en office depuis sa nomination jusqu'à ce que le rapport du conseil sur l'affaire pour laquelle il a été nommé, ait été signé et transmis au ministre.

Vacances.

2. Toute vacance dans la composition d'un conseil doit être remplie de la même manière que s'il s'agissait de la nomination première du membre dont la position est devenue vacante. S. R. 1925, c. 97, a. 19.

Deman-
des
requis.

20. Tout différend peut être soumis à un conseil d'arbitrage, pour y être instruit et jugé dans les cas suivants:

1° Sur demande, selon la formule 8, adressée au greffier par l'une des parties à un différend qui, après avoir été soumis à un conseil de conciliation, n'a pas été réglé ou vidé par ce conseil;

2° Sur demande, conforme à la formule 7, adressée au greffier par les deux parties à un différend qui n'a pas été soumis à un conseil de conciliation. S. R. 1925, c. 97, a. 20.

DIVISION III
COUNCILS OF ARBITRATION

18. 1. Every council of arbitration, whose duty it is to take cognizance of a dispute, in virtue of this act, shall consist of three members, British subjects, appointed by the Minister. Composi-
tion.

2. One member shall be appointed on the recommendation of the employees, parties to the dispute, and another, on the recommendation of the employer who is a party to the dispute. The recommendation shall be drawn up in accordance with form 9. Such two members may, within ten days after their appointment, submit to the Minister, by a writing drawn up in accordance with form 10, the name of some impartial person to be the third member and president of the council. Appoint-
ment of
members.

3. In case of the said two members failing so to do, the Minister shall appoint as president an experienced impartial person not personally connected with or interested in any trade or industry, or likely by reason of his occupation, business vocation, or other influence, to be biased in favor of or against employers or employees. R. S. 1925, c. 97, s. 18. Pres-
ident.

19. 1. Each member of the council shall remain in office, from the time of his appointment, until the report of the council, upon the matter with respect to which he has been appointed, has been signed and transmitted to the Minister; Term of
office.

2. Every vacancy in a council shall be filled in the same manner in which the person whose seat is vacant was originally appointed. R. S. 1925, c. 97, s. 19. Vacancies.

20. Any dispute may be referred to a council of arbitration for trial and decision in the following cases: Appli-
cations,
required.

1. On application, according to form 8, to the registrar, by either party to a dispute or claim which, having been referred to a council of conciliation, has not been settled or adjusted by such council;

2. On application, according to form 7, to the registrar, by both parties to a dispute or claim which has not been so referred to a council of conciliation. R. S. 1925, c. 97, s. 20.

Retour à
un conseil
de concilia-
tion.

21. Si, dans l'un ou l'autre des cas visés par l'article 20, la sentence du conseil d'arbitrage n'est pas acceptée et mise à exécution par les parties, ou n'a pas de résultat pour une raison quelconque, les parties ou l'une d'elles ne sont pas privées du droit de soumettre le différend de nouveau à un conseil de conciliation. S. R. 1925, c. 97, a. 21.

Rémuné-
ration.

22. Les membres d'un conseil d'arbitrage nommés en vertu de la présente loi sont rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter de temps à autre, et à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1925, c. 97, a. 22.

Représen-
tants.

23. Dans toute affaire déferée à un conseil d'arbitrage, celui-ci peut exiger que chacune des parties ou les deux parties nomment trois personnes au plus, qui, après avoir remis au greffier leur consentement par écrit, rédigé suivant la formule 11, sont les représentants des parties dans les procédures devant le conseil. S. R. 1925, c. 97, a. 23.

Publicité.

24. Les séances d'un conseil d'arbitrage sont publiques; toutefois, au cours de ces séances, le conseil, de son chef ou à la demande de l'une des parties, peut ordonner que les séances se tiennent à huis clos et que toutes personnes autres que les parties, leurs représentants, les officiers ou fonctionnaires du conseil et les témoins rendant leur témoignage, se retirent.

Autorité
du
président.

Le président a, pour maintenir l'ordre pendant les séances, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure, sauf celui de faire emprisonner pour mépris.

Décision.

Le conseil d'arbitrage doit décider le différend suivant l'équité et la bonne conscience. S. R. 1925, c. 97, a. 24.

Sentence.

25. Le conseil d'arbitrage doit rendre sa sentence dans le délai d'un mois après avoir terminé l'instruction; elle est rendue par écrit rédigé suivant la formule 12 et

21. If, in either case mentioned in section 20, the award of the council of arbitration be not complied with and carried out by the parties, or for any reason prove abortive, the parties to the reference or either of them shall not thereby be precluded from again referring the dispute to a council of conciliation. R. S. 1925, c. 97, s. 21.

22. The members of a council of arbitration appointed in virtue of this act shall be paid for their services out of the consolidated revenue fund of the Province, in the manner and in accordance with the tariff which the Lieutenant-Governor in Council may fix from time to time. R. S. 1925, c. 97, s. 22.

23. In every case referred to a council of arbitration, the council shall have power to require either or each party to the claim or dispute to name not more than three persons, who, upon their consent being lodged with the registrar, by a writing drawn up in accordance with form 11, shall represent such party in the proceedings before the council. R. S. 1925, c. 97, s. 23.

24. The sittings of the council of arbitration shall be public. Nevertheless, during any such sitting, the council, upon its own motion or upon application of either party, may order that the sittings be private, and that all persons other than the parties, their representatives, the officers or functionaries of the council, and the witnesses giving evidence, retire.

The president shall, for preserving order during any sitting of the council, have all the powers of a judge of the Superior Court, except that he shall not have the power of committing for contempt.

The council of arbitration shall decide the disputes according to equity and good conscience. R. S. 1925, c. 97, s. 24.

25. The award of the council of arbitration shall be made within one month after the council has completed its hearing of the reference; it shall be given by and

signé par la majorité des membres du conseil.

under the hands of a majority of the members of the council by a writing drawn up in accordance with form 12.

Publication. Sur demande de l'une ou de l'autre des parties, et avec l'assentiment du conseil d'arbitrage, une copie de la sentence est publiée par le greffier dans la *Gazette officielle de Québec*.

Publication. Upon application of either party, and if the council of arbitration approves, a copy of the award shall be published by the registrar in the *Quebec Official Gazette*.

Dépôt. La sentence ou une copie de la sentence, certifiée par le président du conseil, reste déposée au bureau du greffier, où elle peut être examinée, sans frais, pendant les heures de bureau. S. R. 1925, c. 97, a. 25.

Deposit. The award, or a copy certified under the hand of the president of the council, shall be deposited in the office of the registrar, and shall be open to inspection without charge during office hours. R. S. 1925, c. 97, s. 25.

Compromis. 26. Toute partie à un différend déferé à un conseil d'arbitrage peut, en tout temps avant la reddition de la décision, convenir, par écrit rédigé suivant la formule 13 de s'en rapporter à la sentence du conseil, de la même manière que les parties à un compromis fait sous l'empire du chapitre LXXIII du Code de procédure civile (articles 1431-1444) s'engagent de s'en rapporter à une sentence arbitrale.

Award under C.C.P. 26. Either party to a dispute referred to a council of arbitration may, at any time before award, by writing, in accordance with form 13, agree to be bound by the award of the council, in the same manner as parties are bound upon an award made pursuant to a submission under chapter LXXIII of the Code of Civil Procedure, (articles 1431 to 1444).

Communication. Tout engagement de cette nature donné par une partie doit être communiqué à l'autre partie par le greffier et, si celle-ci consent également à s'en rapporter à la sentence, la décision du conseil devient exécutoire conformément à l'article 1443 dudit code. S. R. 1925, c. 97, a. 26.

Communication. Every such agreement made by one party shall be communicated to the other party by the registrar, and, if such other party also agrees in like manner to be bound by the award, then the award shall become executory in accordance with article 1443 of the said Code. R. S. 1925, c. 97, s. 26.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Pouvoir des conseils: 27. Pour les fins de la présente loi, les conseils de conciliation et d'arbitrage ont le pouvoir:

Visite des lieux; 1° De visiter la localité où le différend a pris naissance et d'entendre toutes les personnes intéressées qui peuvent se présenter devant eux;

Assignation des témoins; 2° D'assigner, suivant la formule 14, toute personne à comparaître comme témoin devant le conseil, et, si la personne assignée refuse de comparaître, l'une ou l'autre des parties peut obtenir, d'un juge de paix ayant juridiction dans la cité, la ville ou le comté où le conseil siège, un ordre lui enjoignant de comparaître; et tout tel juge de paix a le pouvoir de forcer cette personne à comparaître devant le conseil comme il aurait pu la forcer à

DIVISION IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Powers of councils: 27. For the purposes of this act, councils of conciliation and arbitration may:

To visit localities; 1. Visit the locality where the dispute has arisen, and hear all persons interested who may come before them;

To summon witnesses. 2. Summon any person to attend as a witness before the council, in accordance with form 14, and in the case of any person summoned refusing to attend, application may be made by either party to a justice of the peace having jurisdiction in the city, town or county wherein the council may be sitting, for an order compelling such attendance, and such justice of the peace may compel such witness to appear before the council, as he might

comparaître devant lui en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29);

Assermentation.

3° De faire prêter serment par, ou de recevoir l'affirmation de toute personne comparaissant comme témoin devant le conseil, et d'examiner toute telle personne sous serment ou affirmation. S. R. 1925, c. 97, a. 27.

Agents non rétribués.

28. Aucune partie à un différend déferé à un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage ne peut être représentée par un ou des agents rétribués. S. R. 1925, c. 97, a. 28.

Greffier non rémunéré.

29. Aucun honoraire ne doit être payé au greffier par les parties pour les procédures faites en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 97, a. 29.

Rémunération des membres.

30. Tout membre d'un conseil de conciliation est rémunéré pour ses services, à même le fonds consolidé du revenu de la province, conformément au tarif suivant:

Assemblée préliminaire.....	\$3.00
Journée complète de séance, assemblées subséquentes....	4.00
Demi-journée de séance, assemblées subséquentes.....	2.00

S. R. 1925, c. 97, a. 30.

Taxe des témoins.

31. Les témoins devant les conseils de conciliation et d'arbitrage ont droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure. Cette taxe est payée à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1925, c. 97, a. 31.

Règlements.

32. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour fixer l'endroit où siégeront les conseils de conciliation et d'arbitrage et pour donner effet à toute disposition de la présente loi.

Publication.

Les règlements entrent en vigueur après publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Communication aux chambres.

Les règlements doivent être déposés devant le Conseil législatif et devant l'Assemblée législative dans les quatorze jours qui suivent leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, si la Législature est alors en session, et, si elle ne l'est pas,

compel any witness to appear before himself under the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29);

3. Administer an oath to or take the affirmation of any person attending as a witness before the council, and examine any such person on oath or affirmation. R. S. 1925, c. 97, s. 27.

To administer oath.

28. No party to any dispute referred to a council of conciliation or a council of arbitration shall be represented by any paid agent or agents. R. S. 1925, c. 97, s. 28.

No paid agents.

29. No fees shall be paid to the registrar by any party in respect of any proceeding under this act. R. S. 1925, c. 97, s. 29.

No fees to registrar.

30. Each member of any council of conciliation shall be remunerated for his services out of the consolidated revenue fund of the Province, according to the following tariff:

Remuneration of members.

Preliminary meeting.....	\$3.00
Whole day sittings, subsequent meetings.....	4.00
Half day sittings, subsequent meetings.....	2.00

R. S. 1925, c. 97, s. 30.

31. Witnesses before councils of conciliation and of arbitration shall be entitled to the same fees as in the Superior Court, payable out of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1925, c. 97, s. 31.

Payment of witnesses.

32. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations for fixing the place where the councils of conciliation and arbitration shall sit, and for giving effect to any of the provisions of this act.

Regulations.

Such regulations shall come into force upon publication in the *Quebec Official Gazette*.

Publication.

Every such regulation shall be laid before the Legislative Council and before the Legislative Assembly within fourteen days after being published in the *Quebec Official Gazette*, if the Legislature be then in session; and if not, within fourteen days from

Communication to Legislature.

dans les quatorze premiers jours de la session suivante. S. R. 1925, c. 97, a. 32.

the date of the first day of the ensuing session. R. S. 1925, c. 97, s. 32.

Irrégularités.

33. Aucune procédure formée en vertu de la présente loi ne doit être considérée comme nulle à raison d'un défaut de forme ou d'une irrégularité. S. R. 1925, c. 97, a. 33.

33. No proceeding under this act shall be deemed invalid by reason of any defect of form or irregularity. R. S. 1925, c. 97, s. 33. Defects of form.

FORMULES

1.—(Article 11)

Consentement des deux parties à recourir à la conciliation

(PRÉPARÉ EN DUPLICATA)

Attendu qu'un différend ou litige au sujet des matières ci-après exposées s'est élevé entre les parties aux présentes, les parties consentent à soumettre le différend ou litige à un conseil de conciliation pour être réglé, et nous, soussignés, comme représentants des patrons, nommons par les présentes

de , et ,
de , pour être conciliateurs pour lesdits patrons; et nous, soussignés, comme représentants des employés, nommons par les présentes , de , et ,
de , conciliateurs pour lesdits employés dans le conseil susdit.

Le différend ou litige est le suivant: (*exposer ici la nature du différend*).

Et nous requérons par les présentes le greffier de soumettre ledit différend ou litige à un conseil de conciliation composé des personnes susdites.

Daté à , ce jour de 19 .

A. B.,
C. D.,
représentants des patrons,

E. F.,
G. H.,
représentants des employés.

Témoins:

(Signatures.)

(*La nomination des représentants doit être annexée aux présentes. Voir formule 3.*)
S. R. 1925, c. 97, form. 1.

FORMS

1.—(Section 11)

Agreement of both Parties to refer to Conciliation

(TO BE PREPARED IN DUPLICATE)

Whereas a dispute or claim in respect of matters hereinafter stated has arisen between the parties hereto, the parties do hereby refer the said dispute or claim for settlement to a council of conciliation, and we, the undersigned, as representatives of the said employers, do hereby name

of and
of to be conciliators for such employers; and we, the undersigned, as representatives of the employees, do hereby name of and
of to be conciliators for such employees upon such council as aforesaid.

The dispute or claim is as follows: (*here state the matter or matters in dispute*).

Therefore, we do hereby request the registrar to have the said dispute or claim referred to a council of conciliation consisting of the aforesaid persons.

Dated at , this , 19 .

A. B.,
C. D.,
Representatives of the Employers.

E. F.,
G. H.,
Representatives of the Employees.

Witnesses:

(Signatures.)

(*Appointment of representatives to be attached. See form 3.*)
R. S. 1925, c. 97, form 1.

2.—(Article 11)

Demande d'une partie de soumettre un différend à la conciliation

Attendu qu'un différend ou litige s'est élevé entre , patrons, et employés, nous, représentants soussignés des susdits, demandons que ledit différend ou litige soit renvoyé devant un conseil de conciliation, et nous nommons et choisissons, par les présentes , de et , de comme nos conciliateurs dans ledit conseil.

Le différend ou litige est le suivant: (*exposer ici la nature du différend*).

Daté à , ce jour de 19 .

A. B.,
C. D.,
représentants de .

(*La nomination des représentants doit être annexée aux présentes. Voir formule 3.*)

S. R. 1925, c. 97, form. 2.

2.—(Section 11)

Application by one Party to refer Conciliation

Whereas a dispute or claim, has arisen between employers and employees; we, the undersigned representatives of the aforesaid, apply to have the said dispute or claim referred to a council of conciliation, and hereby name and declare of , and of , to be our conciliators upon such council, as aforesaid.

The dispute or claim is as follows: (*here state the matter or matters in dispute*).

Dated at , this , 19 .

A. B.,
C. D.,
Representatives of .

(*Appointment representatives to be attached. See form 3.*)

R. S. 1925, c. 97, form 2.

3.—(Article 14)

Autorisation donnée aux représentants devant un conseil de conciliation

Nous, patrons (*ou employés*), soussignés, l'une des parties au différend ou litige entre , et , autorisons , de , et , de , à nous représenter, devant le conseil de conciliation, et consentons par les présentes à être liés par les actes de ces représentants.

Daté à , ce jour de 19 .

(*Signatures.*)

Témoins:

(*Signatures.*)

S. R. 1925. c. 97, form. 3.

3.—(Section 14)

Authority to representatives to act before a Council of Conciliation

We, the undersigned employers (*or employees*), one of the parties to the dispute or claim between and authorize of and of to represent us before the council of conciliation, and we hereby agree to be bound by the acts of these our representatives.

Dated at , this , 19 .

(*Signatures.*)

Witnesses:

(*Signatures.*)

R. S. 1925, c. 97, form 3.

4.—(Article 16)

Convocation d'une assemblée d'un conseil de conciliation

(Date.)

A

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que vous avez été choisi comme conciliateur dans un certain différend ou litige entre , patrons, et , employés.

Vous êtes prié d'assister à une assemblée des conciliateurs, dans l'affaire susdite, qui aura lieu le jour de , à , dans le , où la demande concernant cette affaire vous sera soumise.

J'ai l'honneur d'être,
Votre obéissant serviteur,

A. B.,
greffier.

S. R. 1925, c. 97, form. 4.

4.—(Section 16)

Calling a Meeting of a Council of Conciliation

(Date.)

To

Sir,

I beg to inform you that you have been selected as a conciliator in a certain dispute or claim between employers and employees.

You are requested to attend a meeting of the conciliators in the above matter, to be held on the day of at in the when the application in the said matter will be laid before you.

I have the honour to be
Your obedient servant,

A. B.,
Registrar.

R. S. 1925, c. 97, form 4.

5.—(Article 17)

Conditions de règlement ou d'arrangement après renvoi à un conseil de conciliation

Au greffier nommé en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec

Attendu qu'un différend ou litige s'est élevé entre , patrons, et , employés, et que ont été nommés conciliateurs, et que les soussignés ont été nommés représentants desdits , patrons, et que les soussignés ont été nommés représentants desdits , employés; il est déclaré par les présentes qu'un règlement et arrangement dudit différend ou litige a été conclu aux conditions suivantes, que les dits représentants acceptent par et au nom desdites parties respectives:

(Conditions du règlement.)

5.—(Section 17)

Terms of Settlement or Adjustment after Reference to a Council of Conciliation

To the Registrar under the Quebec Trade Disputes Act,

Whereas a dispute or claim having arisen between employers and employees having been appointed conciliators, and the undersigned having been appointed as representatives of the said and the undersigned having been appointed representatives of the said , it is hereby declared that a settlement or adjustment of the said dispute or claim has been arrived at in the following terms, to which terms the said representatives hereby agree for and on behalf of the said parties respectively:

(Insert terms of settlement.)

En foi de quoi, nous soussignés, avons
signé les présentes, à , ce
jour de 19 .

A. B.,
C. D.,
représentants des patrons.

E. F.,
G. H.,
représentants des employés.

I. B.,
J. R.,
K. L.,
conciliateurs.

S. R. 1925, c. 97, form. 5.

In witness whereof we, the undersigned,
have hereunto set our hands at ,
this , 19 .

A. B.,
C. D.,
Representatives of the Employers.

E. F.,
G. H.,
Representatives of the Employees.

I. B.,
J. R.,
K. L.,
Conciliators.

R. S. 1925, c. 97, form 5.

6.—(Article 17)

*Rapport des conciliateurs s'il n'y a pas eu
règlement*

(Date.)

Au greffier nommé en vertu de la Loi des
différends ouvriers de Québec

Attendu qu'un différend ou litige nous
a été soumis pour conciliation par ,
patrons, et , employés, et qu'il a
été procédé à telle conciliation, les parties
suscitées étant dûment représentées par
leurs représentants respectifs (*ou suivant
le cas*); que les témoignages ont été
entendus (*omettre les derniers mots en cas
de négative*), et que ce différend ou litige
a été entièrement discuté, mais qu'il n'a
pas été possible d'arriver à un règlement
ou arrangement, nous, conciliateurs sous-
signés, faisons rapport qu'il nous a été
impossible d'arriver à un règlement ou
arrangement du différend ou litige ainsi
soumis, satisfaisant pour les parties inté-
ressées.

I. B.,
J. R.,
K. L.,
conciliateurs.

S. R. 1925, c. 97, form. 6.

6.—(Section 17)

Report by Conciliators of Failure to Settle

(Date.)

To the Registrar under the Quebec Trade
Disputes Act,

Whereas a certain dispute or claim was
referred to us for conciliation by
employers and employees, and such conciliation was duly entered
upon, the parties aforesaid being duly rep-
resented by their respective representa-
tives (*or as the case may be*) and evidence
was taken (*omit the latter words if such
were not the case*), and the dispute or claim
referred to us was fully discussed, but no
settlement or adjustment was arrived at,
we, the undersigned conciliators, report
that we have been unable to bring about
any settlement or adjustment of the dis-
pute or claim, so referred, satisfactory to
the parties thereto.

I. B.,
J. R.,
K. L.,
Conciliators.

R. S. 1925, c. 97, form 6.

7.—(Articles 17, 20)

Demande conjointe de renvoi à un conseil d'arbitrage

(Date.)

Au greffier nommé en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec

Attendu qu'un différend ou litige au sujet des causes ci-après mentionnées s'est élevé entre , patrons, et , employés;

Nous, soussignés, représentants desdits patrons, et nous, représentants desdits employés, dûment nommés pour représenter les intérêts desdites parties, demandons par les présentes, que ledit différend ou litige soit renvoyé devant un conseil d'arbitrage.

Le différend ou litige est le suivant: (Définir la nature du différend).

A. B.,
C. D.,
représentants des patrons.

E. F.,
G. H.,
représentants des employés.

(La nomination des représentants doit être annexée aux présentes).

S. R. 1925, c. 97, form. 7.

8.—(Articles 17, 20)

Demande de renvoi à un conseil d'arbitrage, faite par une partie, après insuccès d'un conseil de conciliation de régler le différend

(Date.)

Au greffier nommé en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec

Attendu qu'un différend ou litige existant entre , patrons, et , employés, a été soumis à un conseil de conciliation, et que ledit conseil n'a pu le régler; à ces causes, nous, soussignés, dûment nommés représentants de , l'une des parties à ce différend, vous demandons par les présentes, de renvoyer

7.—(Sections 17, 20)

Joint Application to refer to a Council of Arbitration

(Date.)

To the Registrar under the Quebec Trade Disputes Act

Whereas a dispute or claim in respect of matters hereinafter stated has arisen between employers and employees;

We, the undersigned, representatives of the said employers, and we, the undersigned, representatives of the said employees, duly appointed to represent the interests of the said parties respectively, hereby apply to have the said dispute or claim referred to a council of arbitration.

The dispute or claim is as follows: (Here state the matter in dispute).

A. B.,
C. D.,
Representatives of Employers.

E. F.,
G. H.,
Representatives of Employees.

(Appointment of representatives to be attached).

R. S. 1925, c. 97, form 7.

8.—(Sections 17, 20)

Application by one Party to refer to a Council of Arbitration after failure of Council of Conciliation

(Date.)

To the Registrar under the Quebec Trade Disputes Act

Whereas a dispute or claim having arisen between employers, and employees, was referred to a council of conciliation, and the said council failed to settle or adjust the same; now, therefore, we, the undersigned, being the representatives duly appointed to represent one of the parties to the

ledit différend ou litige devant un conseil d'arbitrage.

A. B.,
C. D.,
représentants de etc.

S. R. 1925, c. 97, form. 8.

said reference, do hereby require you to refer the said dispute or claim to a council of arbitration.

A. B.,
C. D.,
Representatives of etc.

R. S. 1925, c. 97, form 8.

9.—(Article 18)

Recommandation concernant la nomination d'un membre d'un conseil d'arbitrage

A. B. est recommandé par les présentes de la part des patrons (ou des employés, selon le cas), comme membre du conseil d'arbitrage, dans le différend ou le litige entre

(Signatures.)

S. R. 1925, c. 97, form. 9.

9.—(Section 18)

Recommendation respecting the appointment of a Member of Council of Arbitration

A. B. is hereby recommended, on behalf of the employers (or employees, as the case may be), to be appointed a member for the council of arbitration in the dispute or difference between

(Signatures.)

R. S. 1925, c. 97, Form 9.

10.—(Article 18)

Recommandation concernant la nomination d'un président d'un conseil d'arbitrage

Nous, arbitres soussignés, nommés en vertu des dispositions de la Loi des différends ouvriers de Québec, présentons M. de , de , comme étant une personne impartiale ayant les qualités requises pour la position de président du conseil d'arbitrage.

Daté à , ce jour de 19 .

(Signatures.)

S. R. 1925, c. 97, form. 10.

10.—(Section 18)

Recommendation as to President of a Council of Arbitration

We, the undersigned arbitrators appointed under the provisions of the Quebec Trade Disputes Act, submit the name of , of , as that of an impartial person, qualified for the position of president of the council of arbitration.

Dated at , this , 19 .

(Signatures.)

R. S. 1925, c. 97, form 10.

11.—(Article 23)

Consentement des représentants devant un conseil d'arbitrage

(Date.)

Au greffier nommé en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec

Attendu que le conseil d'arbitrage a requis , l'une des parties à un diffé-

11.—(Section 23)

Consent to act as Representatives before a Council of Arbitration

(Date.)

To the Registrar under the Quebec Trade Disputes Act

Whereas the council of arbitration has required one of the par-

rend ou litige entre et , soumis audit conseil, de nommer trois personnes au plus, qui, après leur consentement par écrit, la représenteront pour toutes les fins de l'arbitrage; nous, soussignés, ayant été dûment nommés, consentons par les présentes à représenter ladite partie pour toutes les fins de l'arbitrage ci-dessus mentionné.

En foi de quoi nous avons signé.

(Signatures.)

Témoins:

(Signatures.)

S. R. 1925, c. 97, form. 11.

ties to a dispute or claim between and , referred to the said council, to name not more than three persons, who, upon their consent in writing, shall for all purposes of the above reference be taken to represent such party; now we, the undersigned, having been duly named as such persons, do hereby consent to represent the said party for all the purposes of the hereinbefore mentioned reference.

In witness whereof we have signed.

, (Signatures.)

Witnesses:

(Signatures.)

R. S. 1925, c. 97, form 11.

12.—(Article 25)

Sentence d'un conseil d'arbitrage

Nous, , président, et arbitres (ou majorité du conseil d'arbitrage, *suivant le cas*) dans le différend ou litige entre et , décidons par les présentes que (sentence)

Donné sous notre signature, à , ce jour de 19 .

X. Y.,
président,

V. U.,
S. T.,
arbitres.

Témoins:

(Signatures.)

A. B.,
greffier.

S. R. 1925, c. 97, form. 12.

12.—(Section 25)

Award of the Council of Arbitration

We, president and arbitrators (or a majority of the council of arbitration, *as the case may be*) in the dispute or claim between and do hereby award as follows:

(Here set forth the award).

Given under our hands, at , this 19 .

X. Y.,
President.

V. U.,
S. T.,
Arbitrators.

Witnesses:

(Signatures.)

A. B.,
Registrar.

R. S. 1925, c. 97, form 12.

13.—(Article 26)

Convention d'accepter la sentence des arbitres comme sentence arbitrale extra judiciaire

Attendu qu'un certain différend ou

13.—(Section 26)

Agreement to accept Award as an Award of extra-judicial Arbitrators

Whereas certain disputes or claims (*here*

litige (*définir en peu de mots la nature du différend ou litige*) s'est élevé entre les parties aux présentes, et qu'il est à propos qu'il soit soumis à un conseil d'arbitrage et que lesdites parties soient liées par la sentence dudit conseil d'arbitrage de la même manière que les parties le seraient par une sentence rendue en vertu du chapitre LXXIII du Code de procédure civile, il est convenu, par les présentes, par et entre les parties susdites, de soumettre ledit différend ou litige à la décision dudit conseil d'arbitrage, et chacune desdites parties s'engage envers l'autre à être liée par la sentence dudit conseil, de la même manière que les parties le seraient par une sentence rendue en vertu du chapitre LXXIII dudit code.

En foi de quoi, nous, représentants dûment nommés ou autorisés à représenter les parties aux présentes, avons signé à
 , ce jour de 19 .

A. B.,
 C. D.,
 représentants des patrons,

E. F.,
 G. H.,
 représentants des employés.

Témoins:

(Signatures.)

S. R. 1925, c. 97, form. 13.

14.—(Article 27)

Sommations faites aux témoins de comparaître devant l'un ou l'autre des conseils

A

Attendu qu'un conseil de conciliation (ou un conseil d'arbitrage, *selon le cas*) constitué en vertu de la Loi des différends ouvriers de Québec, est actuellement saisi, pour conciliation (ou arbitrage, *selon le cas*), d'un différend ou litige entre patrons, et , employés; et attendu que lesdits désirent que vous comparaisiez devant ledit conseil comme témoin pour rendre témoignage, et qu'ils m'ont autorisé et requis, en qualité de

state shortly the nature of the dispute or claim) have arisen between the parties hereto, and it is desirable to refer the same to a council of arbitration and for the said parties to be bound by the award of the said council of arbitration in the same manner as parties are bound upon an award made pursuant to chapter LXXIII of the Code of Civil Procedure;

Now it is hereby agreed by and between the parties aforesaid to refer the said disputes or claims to the award of the said council of arbitration, and each of the said parties agrees with the other to be bound by the award of the said council in the same manner as parties are bound upon an award made pursuant to the said chapter LXXIII of the said Code.

In witness whereof, we, the representatives duly appointed and authorized to represent the parties hereto, have hereunto set our hands, at , on the , 19 .

A. B.,
 C. D.,
 Representatives of Employers.

E. F.,
 G. H.,
 Representatives of Employees.

Witnesses:

(Signatures.)

R. S. 1925, c. 97, form 13.

14.—(Section 27)

Summons to Witnesses before either Council

To

Whereas a council of conciliation (or a council of arbitration, *as the case may be*) constituted under the Quebec Trade Disputes Act, has now before it for conciliation (or arbitration, *as the case may be*), a dispute or claim between , employers, and employees; and whereas the said desire that you should attend before the said council as a witness to give evidence, and have authorized and

greffier, d'émettre cette assignation, je, par les présentes, dans l'exercice des pouvoirs qui me sont donnés à ce sujet par ladite loi, vous somme et vous requiers de vous présenter à , le jour de , à heure de dudit jour, devant ledit conseil, pour y être examiné et rendre témoignage au sujet dudit différend ou litige, et de vous présenter ainsi de jour en jour, jusqu'à ce que vous ayez été dûment dispensé par ledit conseil de vous présenter de nouveau.

Et de plus, je vous requiers d'apporter avec vous et produire aux lieu et temps susdits (*documents, etc., s'il y en a, que l'on demande au témoin de produire*).

A défaut par vous de vous présenter aux temps et lieu susdits, il sera procédé contre vous en vertu des dispositions de la Loi des différends ouvriers de Québec.

En foi de quoi, en ma qualité de greffier, je signe ce jour de de l'année de Notre Seigneur 19 .

A. B.,
greffier.

S. R. 1925, c. 97, form. 14.

required me as Registrar to issue this summons for your attendance, I do hereby, in the exercise of the powers in this behalf given by the said Act, summon and require you, to attend at , on the day of

, at the hour of in the noon of the said day, before the said council, there to be examined and give evidence as to and concerning the said dispute or claim, and so to attend from day to day thereafter until you have been duly discharged by the said council from further attendance.

And I further require you to bring with you and produce at the time and place aforesaid, (*documents, etc., if any required to be produced by witness*).

In default of your attending at the time and place aforesaid, you are liable to be proceeded against under the provisions of the Quebec Trade Disputes Act.

In witness whereof, I, as Registrar as aforesaid, have hereunto set my hand at this day of , one thousand nine hundred and .

A. B.,
Registrar.

R. S. 1925, c. 97, form 14.